



SAVARIA CORPORATION

Rapport de gestion

pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2013

Contenu

- 1. Portée du rapport de gestion**
- 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde**
- 3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière**
- 4. Survol des activités**
- 5. Contexte commercial**
- 6. Vision, mission et stratégie**
- 7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2013**
- 8. Sommaire des trois derniers exercices**
- 9. Résumé des résultats trimestriels**
- 10. Résultats d'exploitation**
- 11. Situation financière**
- 12. Situation de trésorerie**
- 13. Principales estimations comptables**
- 14. Nouvelles conventions comptables**
- 15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**
- 16. Engagements**
- 17. Arrangements hors bilan**
- 18. Opérations entre parties liées**
- 19. Instruments financiers**
- 20. Risques et incertitudes**
- 21. Évènement subséquent**
- 22. Perspectives**

1. Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Savaria Corporation, son contexte d'affaires, ses stratégies, ses facteurs de risques et les éléments clés de ses résultats financiers. Il traite, notamment, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2013 en les comparant aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice 2012. Il présente également une comparaison de ses états de la situation financière aux 31 décembre 2013 et 2012. À moins d'indication contraire, les termes « société », « Savaria », « nous », « nos » et « notre » font référence à Savaria Corporation et ses filiales.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars, à l'exception des montants par action.

Les états financiers, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et le rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit de Savaria et approuvés par son conseil d'administration.

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 24 mars 2014. Des renseignements supplémentaires, incluant la notice annuelle d'information, sont disponibles sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

2. Énoncés de nature prospective et mise en garde

Certains énoncés formulés dans ce rapport de gestion peuvent être de nature prospective. Les énoncés prospectifs sont associés à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements et les réalisations réels de la société diffèrent substantiellement des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou supposés par ces énoncés prospectifs. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux IFRS. Toutefois, la société utilise à des fins d'analyse des mesures non conformes aux IFRS telles que : le BAIIA, le BAIIA par action, le fonds de roulement, le ratio de fonds de roulement, la valeur comptable par action, la trésorerie par action et le coefficient d'endettement total net sur le capital investi afin de mesurer sa performance financière. Le BAIIA désigne le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») tandis que le BAIIA par action représente le BAIIA divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires diluées en circulation. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA est montré à la section 9, *Résumé des résultats trimestriels*. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif courant moins le passif courant tandis que le ratio de fonds de roulement désigne la division de l'actif courant sur le passif courant. La valeur comptable par action correspond au résultat des capitaux propres divisés par le nombre d'actions en circulation en fin de période et la trésorerie par action correspond au résultat de la trésorerie divisée par le nombre d'actions en circulation en fin de période.

Le coefficient d'endettement total net sur le capital investi est le résultat du total de la dette à long terme moins le net de la trésorerie et des emprunts bancaires (« numérateur ») divisé par le total des capitaux propres plus le numérateur.

Bien que la direction, les investisseurs et les analystes utilisent ces mesures afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation, elles n'ont aucune définition normalisée selon les IFRS et ne remplacent pas les renseignements financiers préparés selon les IFRS. En conséquence, ces mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

4. Survol des activités

Les activités de Savaria Corporation se déploient en deux secteurs opérationnels : le secteur *Accessibilité* et le secteur *Véhicules adaptés*. Le secteur *Accessibilité* conçoit, fabrique, distribue et installe des produits répondant aux besoins des personnes à mobilité réduite, principalement des sièges d'escalier, des plates-formes verticales et inclinées, ainsi que des ascenseurs résidentiels et commerciaux. De plus, notre usine localisée en Chine effectue des assemblages de composantes de produits d'accessibilité ainsi que des produits finis pour le compte des filiales de la société et pour la vente de produits sur les marchés asiatique et européen. La société est le chef de file nord-américain de l'industrie de l'accessibilité. Sa gamme élargie de produits est offerte par le biais d'un réseau comptant quelque 600 détaillants, lesquels sont principalement situés en Amérique du Nord. Le secteur *Véhicules adaptés* effectue la conversion et l'adaptation de fourgonnettes, également pour les personnes à mobilité réduite. Les revenus annuels sont de l'ordre de 62 millions (« M ») \$ pour le secteur *Accessibilité* alors que ceux du secteur *Véhicules adaptés* sont de 14 M \$ pour un revenu total de 76 M \$. Les analyses de ce rapport couvrent les deux secteurs d'activité sauf si expressément mentionné.

Savaria, dont le siège social est situé à Laval (Québec), compte cinq autres installations, dont une usine de 125 000 pieds carrés à Brampton (Ontario), une usine de 70 000 pieds carrés à Montréal (Québec) et une usine de 75 000 pieds carrés à Huizhou (Chine) dans laquelle elle a transféré en mai 2013 ses opérations de Chine suite à la signature d'un nouveau bail, ainsi que deux bureaux de vente à London (Ontario) et à Calgary (Alberta).

Pour l'exercice 2013, les revenus de Savaria émanent des États-Unis (51 %), du Canada (39 %) et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de l'Amérique du Nord (10 %). La société emploie près de 380 personnes et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

5. Contexte commercial

Un marché en croissance dû au vieillissement sans précédent de la population

Les équipements destinés au marché de l'accessibilité sont vendus, d'une part, aux utilisateurs de fauteuil roulant, et d'autre part, aux personnes âgées éprouvant des problèmes de mobilité. Pour ces gens, les escaliers et les entrées surélevées sont d'importants obstacles. Par conséquent, plus la population vieillit, plus les personnes ayant recours aux produits d'accessibilité sont nombreuses.

Le vieillissement de la population s'accélère, comme le démontre une étude, intitulée « An Aging World: 2008 », publiée, en juillet 2009, par le U.S. Census Bureau.

En 2008, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans dans le monde était évalué à 506 millions, représentant 7 % de la population mondiale totale. 870 000 personnes de plus chaque mois atteignaient l'âge de 65 ans à l'échelle mondiale. Cette augmentation sera de l'ordre de 1,9 million de personnes par mois selon les projections sur dix ans.

Par conséquent, le nombre de personnes nécessitant des équipements d'accessibilité augmentera, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les gens âgés sont plus nombreux et leur durée de vie s'allonge, alors que l'espérance de vie moyenne excède désormais 80 ans, dans 11 pays. De plus, les personnes âgées sont de plus en plus fortunées et plusieurs d'entre elles ont ainsi les moyens d'adapter leur résidence afin d'y demeurer. Finalement, la structure familiale et les soins aux personnes vieillissantes changent, ce qui oblige de plus en plus l'installation d'équipements d'accessibilité dans les résidences et les édifices publics où ces dernières vivent.

Par ailleurs, en ce qui a trait au nombre de personnes handicapées, le U.S. Census Bureau envisage qu'il augmentera deux fois plus rapidement que la population du pays. En fait, il prévoit que près de 500 000 Américains de plus par année souffriront d'un handicap, portant leur nombre à 35,4 millions en 2030.

Ces changements fondamentaux auront indéniablement d'importantes conséquences sur la demande de produits d'accessibilité. De surcroît, en raison du vieillissement de la population et des coûts élevés de maintien en institution des personnes à mobilité restreinte, divers organismes publics et privés, tant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rembourser le coût de ces appareils, à l'instar de certains pays européens.

En plus des facteurs démographiques, la demande des produits d'accessibilité est aussi influencée par la conjoncture économique et le marché de la construction résidentielle et institutionnelle.

Quant au contexte concurrentiel nord-américain, il demeure deux principales entreprises qui offrent une gamme de produits similaires à celle de Savaria. En novembre 2012, le principal concurrent de Savaria a cessé ses opérations aux États-Unis, ce qui a permis l'augmentation de sa part de marché. Puisque 85 % des produits de la société sont fabriqués sur mesure, la fabrication et les importations à grande échelle ne représentent guère une menace sérieuse. Bien que les produits concurrentiels soient de bonne qualité et offerts à prix compétitif, Savaria se distingue par sa flexibilité opérationnelle, par la fiabilité et la sécurité de ses produits et par la qualité de son service après-vente.

Le marché du détail, quant à lui, est très fragmenté. On dénombre en Amérique du Nord plus d'un millier de points de vente de produits dans le domaine de l'accessibilité.

6. Vision, mission et stratégie

Notre vision

Se positionner comme chef de file sur le marché nord-américain dans l'industrie de l'accessibilité de produits favorisant la mobilité des gens. Distribuer la gamme de produits la plus complète se distinguant par un design exceptionnel et une qualité de fabrication supérieure. Développer et maintenir une culture client tout en respectant les désirs et les besoins premiers de nos clients, des utilisateurs de produits ainsi que de nos employés. Prendre de l'expansion à travers le monde de façon stratégique afin d'accroître nos ventes et d'optimiser notre pouvoir d'achat.

Notre mission

Nous concevons, fabriquons et distribuons des produits d'accessibilité personnalisés ainsi que des ascenseurs fiables et de qualité supérieure afin d'améliorer le bien-être et la mobilité des gens. Notre culture d'entreprise priorise toujours le client et privilégie le travail d'équipe et le respect mutuel.

Notre stratégie

La stratégie de Savaria consiste à offrir à ses quelques 600 distributeurs et à ses centres canadiens de vente directe la gamme de produits la plus complète de l'industrie, tout en offrant les produits les plus fiables et sécuritaires qui soient.

L'acquisition de Concord London et Savaria Lifts, en 2010, nous a permis d'accroître notre présence sur le marché des ventes directes du secteur *Accessibilité* au Canada. Savaria est maintenant directement présent sur les marchés de Montréal, Toronto, Calgary et Edmonton. Au cours de l'année 2012, nous avons lancé deux nouveaux produits d'accessibilité, soit les plates-formes élévatrices Delta, pour les escaliers droits, et Oméga, pour les escaliers courbes. De plus, nous avons lancé un nouveau siège pour escaliers courbes, le *Stairfriend*, au cours du 3^e trimestre de 2013.

Du côté du secteur *Véhicules adaptés*, les acquisitions de Freedom et Liberty, complétées également en 2010, ont permis d'élargir notre gamme de modèles de conversions. Un modèle à entrée arrière est maintenant offert en plus des modèles à entrée latérale et à entrée double déjà offerts par le biais de Van-Action.

L'ajout des nouveaux produits et la promotion de nos produits existants nous permettront d'offrir une gamme de produits des plus complètes et ainsi d'accroître nos ventes sur le marché nord-américain et international.

7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2013

Ventes en hausse de 7 % pour le quatrième trimestre et de 13,5 % pour l'exercice

Les ventes du 4^e trimestre de 2013 sont en hausse de 1,3 M \$ pour un montant total de 19,1 M \$ comparativement à des ventes de 17,9 M \$ pour le 4^e trimestre de 2012. Pour l'exercice 2013, les ventes sont en hausse de 13,5 % ou 9 M \$ pour un total de 75,7 M \$ comparativement à 66,7 M \$ en 2012. Il s'agit du niveau de ventes annuelles le plus élevé de l'histoire de la société.

Résultat opérationnel en hausse de 8,4 % pour le quatrième trimestre et de 156 % pour l'exercice

Le résultat opérationnel du 4^e trimestre de 2013 est en hausse de 106 000 \$ avec un montant de 1,4 M \$ comparativement à 1,3 M \$ au trimestre correspondant de 2012. Pour l'exercice 2013, le résultat opérationnel est en hausse de 156 % ou 4,6 M \$ avec un total de 7,5 M \$ en 2013 comparativement à 2,9 M \$ en 2012. N'eût été un produit de 350 000 \$ enregistré au 1^{er} trimestre de 2013 provenant d'un gain de cause lié à la taxe de vente et des frais de déménagement de 1 M \$ encourus en 2012 suite au transfert des opérations de Brampton, Ontario, la hausse du résultat opérationnel aurait tout de même été de 3,2 M \$ ou 82 %.

BAIIA en hausse de 13,2 % pour le quatrième trimestre et de 113 % pour l'exercice

La société a généré un BAIIA de 2 M \$ au 4^e trimestre de 2013 comparativement à 1,8 M \$ au 4^e trimestre de 2012, soit une hausse de 239 000 \$, et de 9,5 M \$ pour l'exercice 2013 comparativement à 4,5 M \$ pour

l'exercice 2012, soit une hausse significative de 5 M \$. N'eût été le gain de cause en 2013 et les frais de déménagement en 2012, la hausse du BAIIA aurait été de 3,7 M \$ ou 67 %. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA est montré à la section 9, *Résumé des résultats trimestriels*.

Dividende

Au quatrième trimestre de 2013, le Conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 2 cents (0,02 \$) par action ordinaire conformément à sa nouvelle politique de versement de dividende. Au cours de l'exercice 2013, un montant total de 14 cents (0,14 \$) a été déclaré en dividendes.

8. Sommaires des trois derniers exercices

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les trois derniers exercices.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages)	2013	2012	2011
Ventes	75 739 \$	66 734 \$	65 274 \$
<i>Marge brute en % des ventes</i>	29,4 %	27,1 %	27,9 %
Charges opérationnelles	15 085 \$	14 135 \$	14 838 \$
<i>Charges opérationnelles par rapport aux ventes</i>	19,9 %	21,2 %	22,7 %
Résultat opérationnel	7 509 \$	2 930 \$	3 395 \$
<i>% des ventes</i>	9,9 %	4,4 %	5,2 %
BAIIA ⁽¹⁾	9 538 \$	4 488 \$	5 076 \$
BAIIA par action – de base et dilué	0,41 \$	0,19 \$	0,22 \$
Gain (perte) sur change	330 \$	(69) \$	137 \$
Résultat net	5 299 \$	1 578 \$	2 001 \$
Résultat par action – de base et dilué	0,23 \$	0,07 \$	0,09 \$
Dividendes déclarés par action	0,14 \$	0,094 \$	0,102 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	23 444	23 116	23 246
Actifs totaux	49 013 \$	49 380 \$	42 413 \$
Dette à long terme (y compris la partie non courante)	15 595 \$	19 083 \$	12 861 \$
Passifs totaux	28 780 \$	30 156 \$	22 268 \$
Capitaux propres	20 233 \$	19 224 \$	20 145 \$

(1) Rapprochement du BAIIA avec le résultat net à la section 9

Les ventes, qui avaient augmenté de 2,2 % entre 2011 et 2012, ont bondi de 13.5 % en 2013.

La marge brute, qui avait diminué quelque peu entre 2011 et 2012, principalement en raison de l'effet défavorable de la variation du taux de change effectif du dollar US par rapport au dollar canadien, a augmenté de 2,3 points en 2013, passant de 27,1 % des ventes à 29,4 % des ventes. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des ventes et aux économies réalisées suivant la relocalisation des opérations de Brampton au cours de l'exercice 2012.

Quant au résultat opérationnel, il était en baisse en 2012 comparativement à 2011 principalement en raison de l'effet défavorable des frais de déménagement de 1 M \$ liés à la relocalisation de l'usine de Brampton partiellement compensé par une diminution des charges opérationnelles. En 2013, le résultat opérationnel a bondi de plus de 156 % grâce à l'augmentation de la marge brute, et à un gain de 350 000 \$ suite à la contestation d'un avis de cotisation lié à la taxe de vente, ainsi qu'à la non-répétition des frais de déménagement. Les charges opérationnelles ont augmenté de 950 000 \$ en 2013, passant de 14,1 M \$ à 15,1 M \$, par contre ils ont diminué en termes de pourcentage des ventes, passant de 21,2 % en 2012 à 19,9 % en 2013.

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, la variation dans les gains et pertes de change a eu un impact important sur le résultat net des trois derniers exercices. En effet, la société a enregistré des gains de change de 137 000 \$ et de 330 000 \$ en 2011 et 2013 respectivement, tandis qu'elle a subi une perte de change de 69 000 \$ en 2012. Ces variations sont reliées aux taux de clôture du dollar US par rapport au dollar canadien. La charge d'impôt a aussi eu un impact important sur le résultat net. Un ajustement des estimés comptables relatifs aux impôts en 2011 a eu un impact défavorable sur le taux effectif d'impôts de 2011 comparé à celui de 2012 et de 2013. Le taux effectif d'impôts est donc passé de 30,5 % en 2011 à 26,6 % en 2012 et 2013.

Tout comme les ventes, le BAIIA a atteint un sommet inégalé en 2013; il représente 12,6 % des ventes comparativement à une moyenne de 7 % en 2012 et 2011.

Tel que mentionné à la section suivante, la nouvelle politique de dividende de Savaria a permis en 2013 de verser aux actionnaires un dividende de 14 cents par action, soit le dividende le plus élevé de l'histoire de la société.

L'actif total a augmenté considérablement en 2012 suite à l'acquisition d'un immeuble durant l'année. La dette à long terme a augmenté de 6,2 M \$ en 2012 suite à la signature d'une entente de financement liée à l'acquisition de cet immeuble et de la renégociation des dettes existantes. La dette à long terme a diminué de 3,5 M \$ en 2013 grâce au remboursement normal des emprunts ainsi qu'à la remise des placements à long terme en billets restructurés contre la dette y afférent suite à l'exercice d'une option. De même, le passif total qui avait augmenté de 7,9 M \$ en 2012 a diminué de 1,4 M \$ en 2013 en dépit d'une augmentation de 2 M \$ des passifs liés aux instruments financiers surtout due à une variation défavorable de la juste valeur des contrats de change.

Quant aux capitaux propres, ils sont passés de 20,1 M \$ en 2011 à 19,2 M \$ en 2012 et à 20,2 M \$ en 2013. La diminution de 921 000 \$ en 2012 s'explique principalement par la déclaration d'un dividende de 2,2 M \$ qui excède le résultat global qui s'est chiffré à 1,2 M \$. L'augmentation de 1 M \$ en 2013 s'explique principalement par le résultat global de 3,7 M \$ et le produit de l'émission de capital-actions suite à l'exercice d'options d'achat d'actions de 562 000 \$ qui excèdent le montant des dividendes déclarés de 3,3 M \$.

9. Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages – non audité)	2013				2012			
	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1
Ventes	19 120 \$	20 019 \$	19 397 \$	17 203 \$	17 865 \$	16 166 \$	17 472 \$	15 231 \$
Marge brute en % des ventes	28,7 %	29,6 %	30,5 %	28,7 %	26,5 %	26,1 %	27,9 %	27,8 %
Charges opérationnelles ⁽¹⁾	4 110 \$	3 506 \$	3 963 \$	3 506 \$	3 457 \$	3 501 \$	3 663 \$	3 514 \$
% des ventes	21,5 %	17,5 %	20,4 %	20,4 %	19,4 %	21,7 %	21 %	23,1 %
Résultat opérationnel	1 375 \$	2 420 \$	1 936 \$	1 778 \$	1 269 \$	(135) \$	1 090 \$	706 \$
% des ventes	7,2 %	12,1 %	10 %	10,3 %	7,1 %	(0,8) %	6,2 %	4,6 %
Gain (perte) sur change	236 \$	(128) \$	126 \$	96 \$	48 \$	(151) \$	65 \$	(31) \$
Résultat net	1 125 \$	1 517 \$	1 425 \$	1 232 \$	952 \$	(425) \$	691 \$	360 \$
Résultat par action – dilué	0,05 \$	0,07 \$	0,06 \$	0,05 \$	0,04 \$	(0,02) \$	0,03 \$	0,02 \$
BAIIA ⁽²⁾	2 045 \$	2 690 \$	2 525 \$	2 278 \$	1 806 \$	62 \$	1 601 \$	1 019 \$
BAIIA par action – de base et dilué	0,09 \$	0,11 \$	0,11 \$	0,10 \$	0,08 \$	0,003 \$	0,07 \$	0,04 \$
Dividendes déclarés par action	0,02 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,08 \$	-	-	-	0,094 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	23 855	23 524	23 302	23 109	23 132	23 145	23 126	23 197

⁽¹⁾ Les « charges opérationnelles » incluent : les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA avec le résultat net au tableau suivant

En 2013, la société a battu des records de ventes tous les trimestres. Ceci est principalement dû à l'arrêt des opérations du principal concurrent de Savaria en territoire américain en novembre 2012. À noter que les ventes du 3^e trimestre de 2012 étaient basses pour la période de l'année en raison d'un arrêt temporaire de la production à l'usine de Brampton, afin de permettre le transfert des opérations dans un nouvel immeuble.

En 2013, la marge brute a atteint une moyenne de 29,4 % alors qu'elle était de 27,1 % en 2012. Le niveau élevé des ventes ainsi que la réduction de coûts suite au transfert des opérations de Brampton dans un nouvel immeuble au 3^e trimestre de 2012 expliquent l'augmentation de la marge brute en 2013.

Bien que les charges opérationnelles du 4^e trimestre de 2013 soient plus élevées en raison de bonis et d'une indemnité de départ, ainsi que de l'augmentation des frais de marketing, elles représentaient en moyenne 19,9 % des ventes en 2013 comparativement à 21,2 % des ventes en 2012.

Bien qu'élevé comparativement aux années précédentes, le BAIIA du 4e trimestre de 2013 est inférieur à ceux des trimestres précédents de la même année. L'effet combiné de la réduction de la marge brute et de l'augmentation des charges opérationnelles expliquent cette variation.

Étant donnée la nouvelle politique de dividende de la société, un dividende trimestriel de 2 cents par action a été versé en 2013 en plus du dividende du 1^{er} trimestre qui est basé sur les résultats de l'année précédente.

Rapprochement du BAIIA avec le résultat net

Tel que mentionné à la section 3, même si le BAIIA n'est pas reconnu selon les IFRS, la direction, les investisseurs et les analystes l'utilisent afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation.

Vous trouverez, au tableau ci-dessous, le rapprochement entre le résultat net et le BAIIA.

(en milliers de dollars – non audité)	2013					2012				
	Total	T 4	T 3	T 2	T 1	Total	T 4	T 3	T 2	T 1
Résultat net	5 299 \$	1 125 \$	1 517 \$	1 425 \$	1 232 \$	1 578 \$	952 \$	(425) \$	691 \$	360 \$
Plus:										
Intérêts sur la dette à long terme	612	135	147	156	174	732	210	204	194	124
Dépense d'intérêts et frais bancaires	127	36	45	24	22	96	28	23	20	25
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	1 920	319	591	532	478	571	222	(141)	340	150
Amortissement des immobilisations corporelles	831	230	220	208	173	789	201	235	176	177
Amortissement des immobilisations incorporelles	765	204	178	182	201	752	196	176	188	192
Moins:										
Revenus d'intérêts	16	4	8	2	2	30	3	10	8	9
BAIIA	9 538 \$	2 045 \$	2 690 \$	2 525 \$	2 278 \$	4 488 \$	1 806 \$	62 \$	1 601 \$	1 019 \$

La rubrique qui suit fournit une analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre de 2013 par rapport au même trimestre de 2012, et des résultats cumulatifs de l'exercice 2013 comparativement à l'exercice antérieur. L'analyse détaillée des trimestres précédents est fournie dans les rapports de gestion intermédiaires des exercices 2013 et 2012, disponibles sur SEDAR (www.sedar.com).

10. Résultats d'exploitation

Les tableaux suivants présentent certaines données sur les résultats du quatrième trimestre ainsi que sur l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Marge brute

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Ventes	19 120 \$	17 865 \$	7 %	75 739 \$	66 734 \$	13,5 %
Coût des ventes	13 636 \$	13 137 \$	3,8 %	53 484 \$	48 679 \$	9,9 %
Marge brute	5 484 \$	4 728 \$	16 %	22 255 \$	18 055 \$	23,3 %
% des ventes	28,7 %	26,5 %	s.o.	29,4 %	27,1 %	s.o.

Au 4^e trimestre de 2013, les ventes sont en hausse de 1,3 M \$ ou 7 % par rapport aux ventes enregistrées au trimestre correspondant de 2012. Cette hausse inclut une variation favorable de 374 000\$ provenant des variations de change. Le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses ventes de l'ordre de 7,4 % passant de 14,6 M \$ au 4^e trimestre de 2012 à 15,7 M \$ au 4^e trimestre de 2013, tandis que les ventes du secteur *Véhicules adaptés* ont augmenté de 5,2 % passant de 3,2 M \$ au 4^e trimestre de 2012 à 3,4 M \$ au 4^e trimestre de 2013. Pour la période de douze mois, les ventes sont en hausse de 9 M \$ ou 13,5 % par rapport à la période correspondante de 2012. Le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses ventes de 18,5 % ou 9,7 M \$ tandis que les ventes du secteur *Véhicules adaptés* sont en baisse de 710 000 \$ ou 5 %.

La proportion des ventes provenant des États-Unis sur les ventes totales a considérablement augmenté au cours du 4^e trimestre et de la période de douze mois de 2013 par rapport aux périodes équivalentes de 2012, passant de 46 % en 2012, à 54 % et de 44 % en 2012, à 51 % respectivement; inversement, la proportion des ventes canadiennes est en baisse tant pour le 4^e trimestre que pour la période de douze mois, passant de 43 % en 2012, à 36 % et de 45 % en 2012, à 39 % respectivement. Les ventes provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord sont plutôt stables en termes de pourcentage, soit à 10 %, tandis qu'elles sont en hausse en terme de dollars, passant de 7 M \$ pour l'année 2012 à 7,8 M \$ pour l'année 2013. L'augmentation des ventes aux États-Unis s'explique principalement par l'augmentation de la part de marché de la société suite à la cessation des opérations américaines de son principal concurrent en novembre 2012.

La marge brute est en hausse de 756 000 \$ pour le 4^e trimestre de 2013 par rapport au trimestre correspondant de 2012. En pourcentage des ventes, la marge brute est passée de 26,5 % pour le 4^e trimestre de 2012 à 28,7 % pour le 4^e trimestre de 2013. Pour la période de douze mois, la marge brute est en hausse de 4,2 M \$ représentant 29,4 % des ventes en 2013 par rapport à 27,1 % en 2012. L'augmentation des ventes ainsi que les économies réalisées suite au déménagement de l'usine de Brampton dans l'immeuble acquis en 2012 expliquent ces améliorations.

La valeur des achats en provenance de la filiale Savaria Huizhou et des autres fournisseurs situés en Asie totalise 11,7 M \$ en 2013 et représente 41,2 % des achats de matières premières de la filiale Savaria Concord, en augmentation comparativement à 35,3 % pour l'année 2012. À noter que 78 % de cette valeur totale d'achats asiatiques provient de la filiale Savaria Huizhou.

Résultat opérationnel

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Charges opérationnelles	4 110 \$	3 457 \$	18,9 %	15 085 \$	14 135 \$	6,7 %
<i>% des ventes</i>	21,5 %	19,4 %	s.o.	19,9 %	21,2 %	s.o.
Autres produits (charges)	1 \$	(2) \$	150 %	339 \$	(990) \$	134 %
Résultat opérationnel	1 375 \$	1 269 \$	8,4 %	7 509 \$	2 930 \$	156 %
<i>% des ventes</i>	7,2 %	7,1 %	s.o.	9,9 %	4,4 %	s.o.

La proportion des charges opérationnelles par rapport aux ventes a augmenté au 4^e trimestre de 2013 par rapport à la même période de 2012 et représente une hausse de 653 000 \$ dont la principale explication provient d'une hausse de la rémunération de 464 000 \$ qui inclut des bonis et une indemnité de départ. Pour la période de douze mois, la proportion des charges opérationnelles par rapport aux ventes est en baisse tandis qu'en termes de dollars, la hausse est de 950 000 \$ par rapport à la période correspondante de 2012. Les économies réalisées suite au déménagement de l'usine de Brampton dans l'immeuble acquis en 2012 ont permis de maintenir l'augmentation de ces charges à un niveau bien en deçà de l'augmentation des ventes.

Un produit de 350 000 \$, enregistré au 1^{er} trimestre de 2013, a été réalisé suite à un gain de cause en relation à une contestation d'un avis de cotisation lié à la taxe de vente. L'avis de cotisation en question couvrait une période précédant l'acquisition d'une compagnie en 2005. En 2012, les autres charges incluaient des frais de relocalisation des opérations de Brampton dans un nouvel immeuble au montant de 1 M \$ pour la période de douze mois.

La combinaison de l'augmentation de la marge brute et de la variation favorable des autres produits (charges), bien que diminuée par la hausse des charges opérationnelles, ont eu un effet net favorable sur le résultat opérationnel de 4,6 M \$ pour l'année. N'eût été un produit de 350 000 \$ enregistré au 1^{er} trimestre de 2013 provenant d'un gain de cause lié à la taxe de vente et des frais de déménagement de 1 M \$, encourus en 2012 suite au transfert des opérations de Brampton, Ontario, la hausse du résultat opérationnel aurait tout de même été de 3,2 M \$ ou 82 %.

Résultat net

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Produits financiers nets (charges financières nettes)	69 \$	(95) \$	173 %	(290) \$	(781) \$	62,9 %
Résultat avant impôt	1 444 \$	1 174 \$	23 %	7 219 \$	2 149 \$	236 %
Charge d'impôt sur le résultat	319 \$	222 \$	43,7 %	1 920 \$	571 \$	236 %
Résultat net	1 125 \$	952 \$	18,2 %	5 299 \$	1 578 \$	236 %
<i>% des ventes</i>	5,9 %	5,3 %	s.o.	7 %	2,4 %	s.o.
BAIIA	2 045 \$	1 806 \$	13,2 %	9 538 \$	4 488 \$	113 %
<i>% des ventes</i>	10,7 %	10,1 %	s.o.	12,6 %	6,7 %	s.o.

Nous remarquons une variation favorable dans les charges financières nettes du 4^e trimestre et de la période de douze mois de 2013 par rapport aux périodes correspondantes de 2012. L'amélioration de 164 000 \$ au 4^e trimestre est principalement due à une variation favorable des gains et pertes de change de 188 000 \$ et des frais d'intérêts de 67 000 \$, partiellement compensé par une variation défavorable de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement de 91 000 \$. L'amélioration de 491 000 \$ pour la période de douze mois est principalement due à une variation favorable des gains et pertes de change de 399 000 \$ et des frais d'intérêts de 89 000 \$. Les gains et pertes de change proviennent majoritairement de la conversion, au taux de fin de période, des éléments monétaires libellés en dollars US.

Le taux d'impôt effectif pour le 4^e trimestre se situe à 22,1 % en 2013 et 18,9 % en 2012 tandis qu'il est de 26,6 % pour la période de douze mois de 2013 et de 2012, comparativement au taux corporatif combiné de 25,2 %.

Le résultat net et le BAIIA ont augmenté drastiquement, tant au 4^e trimestre que pour l'année 2013, avec des augmentations respectives annuelles de 3,7 M \$ et de 5 M \$ pour l'année 2013. N'eut été le gain de cause en 2013 et les frais de déménagement en 2012, la hausse du BAIIA aurait tout de même été très significative avec un montant s'élevant à 3,7 M \$ d'augmentation. Ces résultats exceptionnels ont été atteints grâce à l'augmentation de la part de marché de Savaria sur le territoire américain et la combinaison de la gestion étroite des coûts et des gains de productivité.

Couverture de change

En harmonie avec la politique sur la couverture de change adoptée par le conseil d'administration, la société utilise des contrats de change afin de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change. Elle applique la comptabilité de couverture qui permet de comptabiliser les gains, pertes, produits et charges rattachés à l'instrument financier dérivé dans le même exercice que ceux rattachés à l'élément couvert. Les contrats de change sont présentés à leur juste valeur à l'état de la situation financière en fonction de leur date de maturité. La plus ou moins-value non reconnue au résultat net est enregistrée au *Cumul des autres éléments du résultat global*.

Au 31 décembre 2013, la société détenait des contrats de change au montant total de 53 M \$ US pour une période de couverture allant jusqu'au 31 décembre 2016, à un taux moyen de 1,0349. Au 31 décembre 2013, la moins-value sur ces contrats de change s'élève à 2,1 M \$ et apparaît à l'état de la situation financière sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* des passifs courants et non courants ainsi qu'au *Cumul des autres éléments du résultat global*. De plus, un gain avant impôts de 229 000 \$ provenant de la vente de contrats de change avant échéance est enregistré au *Cumul des autres éléments du résultat global* et sera renversé au résultat net d'ici mai 2015 selon la période de couverture de chaque contrat.

Couverture de taux d'intérêt

La société a signé une offre de financement en avril 2012 comprenant deux emprunts totalisant 16,6 M \$. Puisque ces dettes portent intérêt à taux variable, la société a décidé de conclure des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») afin de minimiser son risque lié aux variations des taux d'intérêt. Elle a donc signé un premier contrat d'échange relatif à un montant de capital de 7 M \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, et un deuxième relatif à un capital de 9,6 M \$ avec un taux fixe de 3,58 %, tous deux pour une période de 5 ans.

Tout comme pour les couvertures de change, la société applique la comptabilité de couverture, ce qui permet de comptabiliser les plus ou moins-values non réalisées rattachées à l'instrument financier dérivé au *Cumul des autres éléments du résultat global*, alors que la juste valeur est comptabilisée à l'état de la situation financière. Au 31 décembre 2013, la moins-value totale sur les contrats de swap s'élève à 159 000 \$ et apparaît à l'état de la situation financière sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* des passifs courants et non courants ainsi qu'au *Cumul des autres éléments du résultat global*.

11. Situation financière

Variations entre les états de la situation financière

Le tableau suivant illustre les variations importantes entre les états de la situation financière du 31 décembre 2013 et du 31 décembre 2012, ainsi que les principales explications sur ces variations :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	Variation	Principales causes des variations
Actifs courants				
Créances et autres débiteurs	11 711 \$	11 592 \$	119 \$	Augmentation du taux de change utilisé pour la conversion des débiteurs libellés en dollars US (+456 K \$), diminution des créances clients (-415 K \$), augmentation des taxes de vente à recevoir (+182 K \$) et diminution des autres montants à recevoir (-132 K \$).
Nb. de jours nécessaires au recouvrement des créances clients (basé sur la moyenne des quatre derniers trimestres)	59	57	3,5 %	À noter que le nombre de jours de recouvrement du 4 ^e trimestre de 2013 était de 55 jours par rapport à 61 pour le même trimestre de 2012.
Stocks	14 179 \$	12 800 \$	1 379 \$	Augmentation du niveau d'inventaire à l'usine de Brampton (+1,4 M \$) liée à l'augmentation du niveau des ventes. Le taux de rotation des stocks est passé de 3,7 en 2012 à 3,94 en 2013.
Partie courante des placements à long terme	- \$	636 \$	(636) \$	Cession des billets restructurés à l'institution financière de la société suite à l'exercice d'une option.
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	12 302 \$	11 792 \$	510 \$	Acquisitions (+1,3 M \$), amortissement (-831 K \$), et cessions et radiations (-33 K \$).
Immobilisations incorporelles	1 679 \$	2 138 \$	(459) \$	Amortissement (-765 K \$) et augmentation (+306 K \$).

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	Variation	Principales causes des variations
Placements à long terme	- \$	829 \$	(829) \$	Cession des billets restructurés à l'institution financière de la société suite à l'exercice d'une option.
Actifs d'impôt différé	1 960 \$	1 486 \$	474 \$	Augmentation des impôts différés liés aux contrats de change et swap de taux d'intérêt du cumul des autres éléments du résultat global (+594 K \$).
Passifs courants				
Passifs d'impôts exigibles	775 \$	234 \$	541 \$	Augmentation due à la charge d'impôt courante (+1,8 M \$), application des crédits d'impôt à recevoir (-914 K \$) et paiements d'impôt (-340 K \$).
Instruments financiers dérivés	1 113 \$	117 \$	996 \$	Variation de la moins-value non réalisée sur les contrats de swap de taux d'intérêt liée à la partie courante de la dette à long terme (-6 K \$) ainsi que de la moins-value sur les contrats de change venant à échéance dans les douze prochains mois (+1 M \$).
Partie courante de la dette à long terme	2 864 \$	3 619 \$	(755) \$	Voir explications de la rubrique « Dette à long terme ».
Passifs non courants				
Dette à long terme	12 731 \$	15 464 \$	(2 733) \$	Remboursement normal de la dette (-1,8 M \$), nouvelle dette (+557 K \$), versement partiel d'un billet à payer lié à une acquisition en 2010 (-600 K \$), cession des placements en billets restructurés contre la dette (-1,5 M \$) et versement final sur la dette y afférent (-274 K \$), et autres variations mineures.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre 2013	31 décembre 2012	Variation	Principales causes des variations
Instruments financiers dérivés	1 146 \$	174 \$	972 \$	Variation de la moins-value non réalisée sur les contrats de swap de taux d'intérêt liés à la partie non courante de la dette à long terme (-126 K \$) ainsi que de la moins-value sur les contrats de change venant à échéance après les douze prochains mois (+1,1 M \$).
Capitaux propres	20 233 \$	19 224 \$	1 009 \$	Résultat net (+5,3 M \$), émission d'actions (+562 K \$), dividendes versés (-3,3 M \$), et variation du cumul des autres éléments du résultat global (-1,6 M \$).
Fonds de roulement	14 749 \$	14 550 \$	199 \$	Augmentation des stocks (+1,4 M \$), diminution de la partie courante des prêts à long terme (-299 K \$) et des placements à long terme (-636 K \$), augmentation des passifs d'impôts exigibles (-541 K \$) et des instruments financiers (-1 M \$), et diminution des produits différés (+478 K \$) et de la partie courante de la dette à long terme (+755 K \$).
Ratio de fonds de roulement	2,04	2,05	(0,5) %	Voir ci-haut.

Au 31 décembre 2013, Savaria bénéficiait d'une bonne situation financière avec un actif total de 49 M \$ contre 49,4 M \$ au 31 décembre 2012, et des passifs totaux de 28,8 M \$ contre 30,2 M \$ au 31 décembre 2012.

Sources de financement disponibles

(en milliers de dollars)	31 décembre	
	2013	2012
Facilités de crédit :		
Autorisées	5 000 \$	5 000 \$
Emprunts bancaires	-	-
Crédit non utilisé	5 000	5 000
Trésorerie	1 968	1 993
Total	6 968 \$	6 993 \$

Tel que démontré ci-dessus, la société possède des fonds disponibles totalisant 7 M \$ au 31 décembre 2013, ce qui lui procure la marge de manœuvre nécessaire afin de faire face à ses obligations potentielles à court terme.

La société minimise son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant la majorité de ses emprunts à taux fixe par le biais de contrats de swap (se référer à la rubrique *Couverture de taux d'intérêt* de la section 10).

Par ailleurs, la société peut s'exposer à des risques de pertes potentielles sur les contrats de change jusqu'à une valeur maximale de 4,5 M \$ sur une période de couverture maximale de 36 mois. Ce montant représente la moins-value maximale, telle que définie par la banque, que peuvent valoir les contrats de change détenus par la société; par contre, au-delà d'un montant de 3,3 M \$, la banque pourra réaliser les sûretés données en garantie pour couvrir ce risque.

En avril 2013, la société a exercé son option lui permettant de céder à son institution financière la propriété de ses billets reflats - actifs inadmissibles en paiement de la tranche A de la dette afférente, et a également cédé ses billets VAC 2. Afin de régler le solde des deux dettes afférentes d'une valeur comptable de 1 817 000 \$, elle a de plus déboursé la somme de 274 000 \$. Il en a résulté un gain net, avant impôt sur le résultat, de 65 000 \$ qui a été constaté aux résultats au cours du deuxième trimestre de 2013.

Le 17 juillet 2013, la société a signé une entente de financement avec son institution financière pour une dette à long terme au montant de 564 000 \$ afin de financer l'achat d'immobilisations corporelles. Les conditions de l'entente prévoient une période d'amortissement de 60 mois avec des versements mensuels en capital de 9 400 \$ plus intérêts, au taux fixe de 4,11 % pour les premiers 36 mois.

Au 31 décembre 2013, le coefficient d'endettement total net de la société sur le capital investi était de 40,2 % (47,1 % au 31 décembre 2012).

Autres données et ratios

(en milliers de dollars, sauf les montants par action – non audité)	31 décembre		Variation
	2013	2012	
Valeur comptable par action	0,86 \$	0,84 \$	2,4 %
Trésorerie par action	0,08 \$	0,09 \$	(11,1) %
Capitalisation boursière	68 360 \$	35 739 \$	91,3 %

La capitalisation boursière est en hausse en raison d'une augmentation de la valeur de l'action de la société, qui est passée de 1,56 \$ au 31 décembre 2012 à 2,92 \$ au 31 décembre 2013.

12. Situation de trésorerie

Le tableau suivant présente certaines données sur les flux de trésorerie du quatrième trimestre ainsi que pour l'exercice.

(en milliers de dollars)	3 mois (non audité)			12 mois		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	1 519 \$	1 284 \$	18,3 %	6 969 \$	4 854 \$	43,6 %
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement	(337) \$	(264) \$	(27,7) %	(1 459) \$	(9 981) \$	85,4 %
Trésorerie nette liée aux activités de financement	(1 095) \$	(1 786) \$	38,7 %	(5 535) \$	3 189 \$	(274) %

La société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles supérieurs de 235 000 \$ au 4^e trimestre et de 2,1 M \$ pour la période de douze mois de 2013 par rapport aux périodes correspondantes de 2012. Les écarts sont principalement dus à la variation favorable provenant des opérations (+352 K \$ pour le trimestre, +4,9 M \$ pour la période de douze mois) partiellement compensée par une variation défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations (-31 K \$ pour le trimestre et -2,8 M \$ pour la période de douze mois).

La société a engagé des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement supérieurs de 73 000 \$ au 4^e trimestre et inférieurs de 8,5 M \$ pour la période de douze mois par rapport aux périodes correspondantes de 2012 principalement dû à une variation des acquisitions d'immobilisations corporelles (-72 K \$ pour le trimestre, +9,9 M \$ pour la période de douze mois); en effet, un immeuble avait été acquis en avril 2012 au coût de 9,8 M \$. Cette sortie de fonds avait été compensée par une variation défavorable de la trésorerie réservée de 1,1 M \$.

Au chapitre des activités de financement, il résulte une variation favorable de 691 000 \$ au 4^e trimestre et une variation défavorable de 8,7 M \$ pour la période de douze mois comparativement aux mêmes périodes de 2012. L'écart trimestriel est principalement dû à une variation favorable des emprunts bancaires (+2,1 M \$) partiellement réduite par une variation défavorable de l'augmentation de la dette à long terme (-1 M \$) et par le versement de dividendes (-469 K \$). Pour la période de douze mois, l'écart est principalement dû à l'encaissement d'une dette de 9,6 M \$ en 2012 liée à l'acquisition de la nouvelle bâtisse, partiellement compensé par des dividendes supérieurs versés en 2013 de 1,1 M \$.

13. Principales estimations comptables

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes et des charges. Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif comprennent l'évaluation des instruments financiers dérivés, le goodwill et l'impôt différé.

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt est estimée en escomptant la différence entre le taux d'intérêt du contrat de swap et les taux du marché sur la valeur des emprunts.

Le montant recouvrable du goodwill est estimé au même moment de chaque année, ou plus fréquemment s'il y a indication de dépréciation. Pour des fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »), ou au groupe de UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe de UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel. Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leur valeur d'utilité. Elles sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des unités. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 2 % pour le secteur *Accessibilité*, et nul pour le secteur *Véhicules adaptés*;
- La croissance annuelle anticipée des ventes incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;
- Un taux d'escompte haut et bas avant impôt de 14 % et 12,6 % (12,1 % et 11 % en 2012) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte utilisé est basé sur l'expérience passée, et la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 34 % à un taux d'intérêt du marché de 3,5 %;
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de l'accessibilité et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

14. Nouvelles conventions comptables

A) Modifications comptables adoptées durant l'exercice 2013

Les nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations suivantes ont été appliqués lors de la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2013. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers.

IFRS 10 - États financiers consolidés

Les dispositions de l'IFRS 10 remplacent celles de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. L'IAS 27 (2008) devient l'IAS 27 (2011), *États financiers individuels*, qui reprendra simplement les exigences comptables actuelles s'appliquant aux états financiers individuels.

L'IFRS 10 fournit un modèle unique à appliquer dans le cadre d'une analyse de contrôle de toutes les entités détenues, y compris les entités qui sont actuellement des entités ad hoc entrant dans le champ d'application de la SIC-12. En outre, les procédures de consolidation sont reprises de l'IAS 27 (2008) de façon quasi intégrale.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 fournit une source unique de directives sur l'évaluation à la juste valeur en remplaçant les directives sur l'évaluation à la juste valeur de diverses IFRS individuelles. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, c'est-à-dire un prix de sortie. La norme établit également un cadre d'évaluation de la juste valeur et expose les obligations d'information en la matière qui permettront aux utilisateurs des états financiers consolidés d'évaluer les méthodes et les données d'entrée utilisées pour effectuer les évaluations de la juste valeur et, dans le cas des évaluations de la juste valeur dans des situations susceptibles de se reproduire déterminées à l'aide de données d'entrée non observables importantes (niveau 3), l'effet de ces évaluations sur le résultat net ou sur les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 13 explique « comment » évaluer la juste valeur lorsque d'autres IFRS l'exigent ou le permettent. L'IFRS 13 ne met pas en place de nouvelles exigences d'évaluation d'actifs ou de passifs à la juste valeur, ni n'élimine les exceptions d'ordre pratique d'évaluation à la juste valeur qui sont actuellement en vigueur aux conditions de certaines normes.

Amendements de l'IAS 1 – Présentation des états financiers

Les amendements exigent d'une entité qu'elle présente les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net séparément de ceux qui ne seraient jamais reclassés dans le résultat net. En conséquence, une entité qui présente les autres éléments du résultat global avant effets d'impôt liés devra aussi répartir le montant total d'impôt entre ces deux catégories.

L'option existante de présenter le résultat net et les autres éléments du résultat global dans deux états demeure inchangée.

Amendements de l'IAS 19 – Avantages du personnel

Les amendements ont une incidence sur les indemnités de fin de contrat de travail, qui devraient maintenant être comptabilisées lorsque l'entité comptabilise les coûts de restructuration compris dans le champ d'application de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou, si cette date est antérieure, lorsque l'entité n'est plus en mesure de retirer l'offre d'indemnités de fin de contrat de travail.

B) Modifications comptables futures

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, n'ont pas été appliqués lors de la préparation de ces états financiers consolidés.

IFRS 9 - Instruments financiers

En novembre 2009, le bureau international des normes comptables (l'« IASB ») a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, dite IFRS 9 (2009); par la suite, en octobre 2010, il a publié une version modifiée de cette norme, dite IFRS 9 (2010). En novembre 2013, l'IASB a publié de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, qui font partie de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (2013). La nouvelle norme élimine la date d'entrée en vigueur du 1^{er} janvier 2015 de l'IFRS 9. La nouvelle date d'entrée en vigueur obligatoire sera déterminée lorsque les parties de l'IFRS 9 qui concernent le classement et l'évaluation ainsi que la dépréciation seront terminées.

L'IFRS 9 (2009) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2009), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. L'IFRS 9 (2010) instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. L'IFRS 9 (2013) comprend de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2009), l'IFRS 9 (2010) et (ou) l'IFRS 9 (2013) dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2014. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (2013) n'a pas encore été déterminée.

Modifications de l'IAS 32 - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

En décembre 2011, l'IASB a publié un document intitulé *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers*. Les modifications de l'IAS 32 s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Ces modifications doivent être appliquées de façon rétrospective.

Les modifications de l'IAS 32 précisent que l'entité a actuellement un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation, si ce droit :

- ne dépend pas de la survenance d'un événement futur;
- est exécutoire tant dans le cadre de l'activité normale qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'entité et de toutes ses contreparties.

Les modifications de l'IAS 32 précisent également quand un mécanisme de règlement mène à un règlement net ou à un règlement brut équivalent à un règlement net.

La société envisage d'adopter les modifications de l'IAS 32 dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2014. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Modifications de l'IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers

En mai 2013, l'IASB a publié le document *Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers* (modifications de l'IAS 36) pour annuler les dispositions de l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, exigeant involontairement de fournir des informations sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle un goodwill important ou des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été affectés. En vertu des modifications, des informations sur la valeur recouvrable doivent être fournies uniquement lorsqu'une perte de valeur est comptabilisée ou reprise.

Les modifications s'appliquent de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014, mais l'adoption anticipée est recommandée pour éviter les exigences involontaires de divulgation occasionnées par la publication de l'IFRS 13.

La société a décidé d'adopter par anticipation les modifications dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2013 et ne fournira pas d'information supplémentaire sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle un goodwill important ou des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été affectés puisqu'aucune perte de valeur ou reprise n'a été comptabilisée.

Modifications de l'IAS 39 - Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture

En juin 2013, l'IASB a publié le document intitulé *Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture* (modifications de l'IAS 39). Les modifications s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014.

Les modifications ajoutent à l'IAS 39 une exception limitée à l'application des dispositions relatives à la cessation d'une relation de couverture existante lorsqu'une novation qui n'était pas prévue dans la documentation originale relative à la couverture répond à des critères spécifiques.

La société envisage d'adopter les modifications dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2014. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

IFRIC 21 - Droits ou taxes

En mai 2013, l'IASB a publié l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'IFRIC 21 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014 et doit être appliquée de façon rétrospective.

L'IFRIC 21 fournit des directives sur le traitement des droits ou des taxes conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie de trésorerie qui touche une entité et qui est imposée par les autorités publiques conformément à la loi. Elle note également que les droits ou les taxes ne découlent pas de contrats non (entièrement) exécutés ou d'autres accords contractuels. En outre, l'interprétation confirme qu'une entité comptabilise un passif au titre d'un droit ou d'une taxe seulement si l'événement déclencheur précisé dans les dispositions législatives pertinentes survient.

La société envisage d'adopter l'IFRIC 21 dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2014. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycles 2010-2012 et 2011-2013

En décembre 2013, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à un total de neuf normes. L'IASB utilise le processus d'améliorations annuelles en vue d'apporter des modifications non urgentes, mais nécessaires, aux IFRS. La plupart des modifications s'appliqueront de façon prospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2014. L'adoption anticipée est permise, auquel cas les modifications corrélatives apportées aux autres IFRS s'appliquent également.

Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- la définition de « conditions d'acquisition » dans l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*;
- le classement et l'évaluation de la contrepartie éventuelle, et l'exclusion du champ d'application prévue à l'égard de la formation de partenariats dans l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*;
- les informations à fournir sur le regroupement de secteurs opérationnels dans l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*;
- l'évaluation des créances et des dettes à court terme, et le champ d'application de l'exception relative aux portefeuilles dans l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*;
- le retraitement du cumul des amortissements au moment de la réévaluation dans l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et dans l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*;
- la définition de « partie liée » dans l'IAS 24, *Information relative aux parties liées*; et
- les liens entre l'IFRS 3 et l'IAS 40 dans l'IAS 40, *Immeubles de placement*.

Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées pour les modifications apportées à l'IFRS 2, à l'IAS 16, à l'IAS 38 et à l'IAS 40.

La société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2015. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que défini par le *Règlement 52-109* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation des documents d'information. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et bien conçus à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et, plus particulièrement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société, leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle s'est inspirée des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO ») (cadre de 1992 du COSO). Se fondant sur cette évaluation, la direction ainsi que le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu, au 31 décembre 2013, que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société étaient efficaces en ce qu'ils fournissaient une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers de la société à des fins de publication conformément aux IFRS.

Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société durant l'exercice 2013 qui aurait eu une incidence importante ou dont on aurait pu raisonnablement croire qui aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

16. Engagements

En dehors des dettes apparaissant à l'état de la situation financière, la société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement, représentant un engagement total de 2 690 000 \$ (2 202 000 \$ en 2012).

Le tableau suivant donne le détail des engagements de la société au cours des prochains exercices :

(en milliers de dollars)	Total	2014	2015	2016	2017	2018	Après 2018
Obligations de la dette à long terme	17 689 \$	3 266 \$	2 169 \$	2 068 \$	1 993 \$	1 877 \$	6 316 \$
Location-financement	142	60	47	26	7	2	-
Location-exploitation	2 690	987	952	445	235	13	58
Total des obligations contractuelles	20 521 \$	4 313 \$	3 168 \$	2 539 \$	2 235 \$	1 892 \$	6 374 \$

17. Arrangements hors bilan

Autre que les contrats de location-exploitation considérés à la section précédente, *Engagements*, Savaria n'a conclu aucun arrangement hors bilan au cours de l'exercice 2013.

18. Opérations entre parties liées

Le 25 juillet 2013, la société a encaissé une somme de 257 000 \$ représentant le remboursement d'un prêt à long terme à un administrateur de 250 000 \$ plus les intérêts de 7 000 \$. Le prêt avait été accordé en 2007 suite à l'exercice d'options d'achat d'actions. Ce remboursement a donné lieu à une augmentation du capital-actions de 250 000 \$ et à une réduction du nombre d'options en circulation de 200 000.

La société a comptabilisé un montant de 50 000 \$ (41 000 \$ en 2012) pour des services comptables et fiscaux rendus par une entité dont un associé est un administrateur et chef de la direction financière de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les parties liées.

La société a signé un bail avec une entité appartenant à un administrateur et le président et chef de la direction de la société. Selon les termes de ce bail, un montant de 4 000 \$ a été versé à cette compagnie en 2013 (néant en 2012). Le bail vient à échéance en octobre 2016 et le total de l'engagement restant est de 71 000 \$. Les termes et conditions rattachés à cette entente reflètent les conditions du marché.

19. Instruments financiers

La société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

(en milliers de dollars)	Actifs et passifs présentés à la juste valeur	Actifs et passifs présentés au coût amorti	Total	Juste valeur
Actifs financiers				
Trésorerie	- \$	1 968 \$	1 968 \$	1 968 \$
Créances et autre débiteurs	-	10 936	10 936	10 936
Prêts à long terme	-	189	189	182
Total des actifs financiers	- \$	13 093 \$	13 093 \$	13 086 \$
Passifs financiers				
Fournisseurs et autres créditeurs	- \$	7 391 \$	7 391 \$	7 391 \$
Instruments financiers dérivés	2 259	-	2 259	2 259
Dette à long terme	-	15 595	15 595	15 592
Total des passifs financiers	2 259 \$	22 986 \$	25 245 \$	25 242 \$

Risques associés aux instruments financiers

L'analyse des risques associés aux instruments financiers est faite dans la section suivante, *Risques et incertitudes*.

20. Risques et incertitudes

La société est confiante quant à ses perspectives d'avenir à long terme. Néanmoins, les risques et incertitudes décrits ci-dessous pourraient avoir une influence sur sa capacité de réaliser son plan stratégique et ses objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération en évaluant les perspectives d'avenir de la société.

Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises étrangères.

La société réalise approximativement 58 % (53 % en 2012) de ses ventes en devises étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des devises étrangères. Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important sur ses ventes et, par conséquent, sa marge brute. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger la marge brute contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisées dans les résultats immédiatement.

Tel que requis par les normes comptables, les gains ou pertes non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie à une date de fin de période doivent être présentés, déduction faite des impôts, dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2013, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 1 398 000 \$ (montant créditeur de 463 000 \$ au 31 décembre 2012). Le montant de gain ou de perte réellement réalisé sur les contrats de change dépendra de la valeur du dollar canadien au moment où chaque contrat sera encaissé.

Les gains (pertes) sur les éléments monétaires libellés en dollars US sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important lors de la conversion de ces éléments monétaires libellés en dollars US et, par conséquent, sur les Produits (charges) financiers(ères) et le résultat net.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle de ses prêts à long terme, ses emprunts bancaires et ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La majorité de la dette de la société est à taux variables. La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque. Pour ce faire, la société a conclu des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») en avril 2012. Elle a signé un premier contrat d'échange relatif à un montant en capital initial de

7 000 000 \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, et un deuxième relatif à un capital initial de 9 600 000 \$ avec un taux fixé à 3,58 %, tous deux pour une période de 5 ans. Ces instruments dérivés ont été désignés comme couverture aux fins comptables. Le solde total des emprunts faisant l'objet des contrats de swap est de 13 838 000 \$ au 31 décembre 2013 (15 471 000 \$ au 31 décembre 2012). Au 31 décembre 2013, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 116 000 \$ (213 000 \$ au 31 décembre 2012).

Les revenus et dépenses d'intérêts sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une variation importante dans les taux d'intérêt n'aurait pas d'impact important sur le résultat net, mais aurait comme incidence une augmentation ou diminution des "*Autres éléments du résultat global*".

c) Risque de prix

Les produits de la société comportent un nombre élevé de composantes fabriquées par des centaines de fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et affecter les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque. La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

La société, par l'entremise de sa filiale chinoise, augmente le volume de ses achats en Asie pour bénéficier d'un meilleur rapport qualité-prix. La société analyse individuellement chaque pièce pour évaluer la meilleure source d'approvisionnement tout en considérant plusieurs facteurs, dont le coût de fabrication.

d) Risque de crédit

La trésorerie de la société est détenue ou émise par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces contreparties est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les créances sont portées à l'état de la situation financière, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les créances à recevoir, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances.

e) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements.

Durant l'exercice 2013, la société a obtenu un financement de 564 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipement. Bien que la société ait réalisé cette activité de financement au cours de l'exercice, il n'est pas

garanti que des fonds additionnels puissent être disponibles dans les délais et selon des conditions acceptables pour la société.

Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Savaria est engagée dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société pourraient ainsi être compromis par les risques financiers susmentionnés, de même que par chacun des facteurs décrits ci-dessous. Ceux-ci ne sont pas les seuls auxquels la société doit faire face. Des risques et des incertitudes additionnels, présentement inconnus de la direction ou qu'elle juge actuellement peu importants, pourraient éventuellement affecter ses affaires.

Conditions économiques

L'achat d'ascenseurs constitue souvent une dépense discrétionnaire et est par conséquent sensible aux fluctuations économiques et aux conditions du marché immobilier résidentiel. La société prend des mesures pour contrôler ses dépenses et ajuster ses effectifs afin d'ajuster les heures de travail selon son carnet de commandes.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la société assume certains coûts d'entretien et de réparation en vertu des garanties offertes sur ses produits. Les garanties couvrent une période de trois (3) à trente-six (36) mois selon le produit. L'établissement des provisions de garanties est fondé sur des évaluations et des hypothèses. La direction considère les résultats antérieurs afin d'établir la provision. Si ces estimations et évaluations s'avéraient inexactes, le coût effectif du respect des garanties des produits pourrait être différent de celui enregistré.

Crédits d'impôt

Savaria bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et le développement ainsi que pour les apprentis. Ceux-ci pourraient être affectés par tout changement législatif.

Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé ont été comptabilisés puisqu'il est probable que les pertes reportées afférentes soient utilisées. Toutefois, certains événements pourraient faire en sorte que les pertes ne puissent être utilisées avant leur date d'échéance.

Concurrence

L'industrie de l'accessibilité en Amérique du Nord est composée d'une dizaine d'entreprises qui se livrent une vive concurrence. Toutefois, Savaria est le chef de file nord-américain au sein de son industrie. Son envergure lui confère d'importants atouts, dont : une importante notoriété, un vaste réseau de distribution, des économies d'échelle sur ses achats et de multiples fournisseurs étrangers.

Dépendance à l'égard du marché américain

En 2013, le pourcentage des ventes de Savaria réalisées aux États-Unis s'est établi à 51 % (44 % en 2012). La rentabilité de la société pourrait, par conséquent, être affectée par tout événement important pouvant miner l'économie américaine ou les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (voir *Conditions économiques* ci-dessus).

Afin de réduire le risque associé aux conditions économiques aux États-Unis, la société s'efforce d'augmenter ses ventes à l'extérieur du marché américain, principalement au Canada.

Environnement

La direction de la société estime que ses activités respectent en tous points les lois et les règlements environnementaux.

Poursuites

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

La société a reçu une réclamation en relation avec le paiement d'un billet à payer lié à l'acquisition de Freedom ainsi qu'une somme liée au contrat d'emploi de l'ancien actionnaire de cette compagnie. La société a émis une demande reconventionnelle en relation avec cette même transaction. Le dénouement de ces réclamations ne peut être déterminé à cette date.

21. Événement subséquent

Le 12 mars 2014, le Conseil d'administration de la société a déclaré un dividende de 13 cents (0,13 \$) par action ordinaire payable le 7 avril 2014 aux actionnaires inscrits aux registres de la société à la fermeture des bureaux le 24 mars 2014.

22. Perspectives

Après une année exceptionnelle, tant au niveau des ventes que du BAIIA, nous sommes confiants que l'année 2014 suivra la lancée de 2013. De plus, la mise en marché au troisième trimestre 2013 de notre nouveau siège pour escaliers courbes *Stairfriend* commencera à porter fruit en 2014 et procurera de nouveaux bénéfices à la société.

Nous envisageons donc l'avenir avec enthousiasme, puisque la demande de la part des personnes à mobilité restreinte pour les produits d'accessibilité devrait continuer à croître. Finalement, notre excellente santé financière nous permettra de poursuivre notre développement de produits et la recherche de nouveaux marchés.

Le 24 mars 2014